

Dès lundi soir, la LCR se mobilise : mardi, dans la manifestation, sort la première déclaration du comité local de la Ligue. C'est un **faux pas, grave**. Le tract est avant tout une attaque très violente du PCE, et il est mal reçu. Ce faux pas va peser lourd sur l'intervention de nos camarades qui, pourtant, réagissent tout de suite. Le lendemain sort une déclaration du comité provincial, qui sera la plate-forme d'intervention de la LCR pendant les deux semaines à venir.

Dans les jours qui suivent, dans chaque réunion unitaire à laquelle ils participent, le tract du mardi est sur la table. Ils en font l'auto-critique publique. Par ailleurs, s'ils ont pu être momentanément isolés, par l'ampleur de leur intervention, ils regagnent rapidement en audience.

Sur la SEAT même, ils sortent trois feuilles « SEAT—Proletaria » : « Tous en grève ! Pas un seul jaune ! Tous unis jusqu'à la victoire ! ». Ils défendent dans la commission ouvrière leurs mots d'ordre et leur plate-forme d'intervention. Dans les entreprises de Barcelone et de sa banlieue ouvrière où ils sont implantés, ils appellent à la grève en solidarité.

A l'université, ils montent des CLAS, Comités de Lutte en Appui à la SEAT.

Au début de la deuxième semaine de lutte, dans deux agglomérations de la banlieue ouvrière de Barcelone, à Sabadell et à Rubi, le PC les convoque à une réunion unitaire. Les camarades de la LCR se présentent avec un projet de tract qui reprend globalement leur plate-forme d'intervention.

Appelant au renversement de la dictature franquiste et à l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, appelant à l'organisation de piquets d'auto-défense et de détachements ouvriers de combat, le tract est signé à Sabadell par le PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne, sigle du PC en Catalogne), les Jeunesses Communistes, les Commissions ouvrières, la LCR, l'OSO (Opposition Syndicale Ouvrière, organisée par les maoïstes orthodoxes du PCMLE) ; à Rubi par le PSUC, la LCR, les Commissions ouvrières, l'OSO et l'USO (Union Syndicale Ouvrière, groupe syndicaliste d'origine chrétienne).

Que le Parti Communiste ait pu, localement, signer cette déclaration, donne une idée de la profondeur de la mobilisation et de la nécessité dont prend conscience une large avant-garde de franchir un nouveau pas dans la lutte. Une avant-garde qui rompt dans l'action avec la politique légaliste du PCE et dont les aspirations révolutionnaires rejettent le programme de collaboration de classes, d'alliance avec la « bourgeoisie libérale » qu'est le « Pacte pour la liberté ». Il est primordial de gagner cette avant-garde à la construction du parti révolutionnaire, de faire de sa rupture spontanée avec le réformisme du PCE une adhésion consciente au programme de la révolution socialiste.

Apprécier correctement les aspects contradictoires de la politique du PCE, construire l'unité d'action la plus large tout en défendant le programme révolutionnaire, telle est la tâche à laquelle se heurte la LCR. C'est par là que passe la construction du parti révolutionnaire.